

L'anarchie par les plantes

Pablo Servigne

– *Le mal s'est généralisé au point qu'on prétend aujourd'hui promouvoir une agriculture durable, comme si une agriculture digne de ce nom pouvait être autre chose que durable*¹.
– *Cela est bien, dit Candide, mais il faut cultiver notre jardin.*

Les pays développés sont ceux qui n'ont presque plus de paysans². En passant à un système agricole industriel, ce que nous avons gagné en efficacité à court terme, nous l'avons perdu en diversité, souvent en qualité et surtout en autonomie alimentaire. De nos jours, nous dépendons presque totalement du marché et du supermarché pour nous nourrir. Et parallèlement, la dégradation de la qualité des aliments et de l'environnement préoccupe de plus en plus de monde. Mais au fil des ans, une résistance s'est organisée sous forme de contestation et sous forme d'alternatives.

Certains se sont battus pour améliorer la qualité des produits et des sols³. Ainsi, le label Agriculture Biologique (AB) impose des critères très stricts de qualité au système de production actuel. Mais ce système s'en accommode très bien : non seulement la demande augmente, mais les prix sont très élevés (surtout à cause de l'obtention du label). Même si l'AB donne du fil à retordre au système agro-industriel, il n'est jamais question de remettre en cause le système lui-même. Pire, sous couvert de bonne conscience, l'AB reproduit des aspects de l'agriculture industrielle (dans la production et la distribution) qui favorisent l'exploitation de l'humain, l'accumulation de la valeur ajoutée produite

1. De Ravignan F. 2002. « La faim, comment s'en sortir ? » *L'Écologiste* 7: 26-29.

2. Silvia Pérez-Vitoria, dans l'émission du samedi 22 juillet 2006 du magazine de l'environnement « Terre à Terre » de Ruth Stégassy sur France Culture. Voir la note de lecture p. 136.

3. Les pionniers de l'agriculture biologique, dans les années trente, avaient en fait pour souci principal le sol et sa fertilité. Voir l'article d'Aubert, C. 2006. « Quelques réflexions sur l'agriculture biologique », *Silence* 334: 7-8.

par les entreprises de commercialisation et la folle hausse des transports de marchandises (combien de kilomètres parcourt le kiwi bio de Nouvelle-Zélande?). En bref, l'AB ne prend pas en compte le facteur humain⁴. Il faut donc aller voir plus loin.

La mauvaise herbe

Depuis quelques années, d'innombrables alternatives agraires et écologiques ont vu le jour. Parmi celles-ci les AMAP, les SELT⁵, les squats ruraux, les fermes autogérées, les jardins sur les toits des villes, les écovillages, les écorégions, l'agriculture écologique, la permaculture⁶, pour n'en citer que quelques-unes.

Toutes ces expériences, à l'instar de la nébuleuse altermondialiste, explorent de nombreuses pistes, plus ou moins concrètes, crédibles et désirables. Souvent en contact direct avec le monde agricole, mais jamais limitées à ce seul côté, elles touchent des thèmes qui préoccupent les anarchistes (le lien social, la production, la consommation, la centralisation du pouvoir, l'autonomie, l'aménagement du territoire, le logement, l'écologie, le progrès...). Ces tentatives de créer d'autres mondes prennent forme peu à peu, se forgent par le vécu et se diffusent, bouturent ou meurent, changent le quotidien et recréent du collectif, au Sud comme au Nord, à la ville comme à la campagne. Et les enjeux politiques ne sont jamais loin.

4. Badal Pijuán, M. & López García, D. « Alternativas ecológicas de transformación social », *Diagonal* n° 30, 11 au 24 mai 2006, p. 12. On peut retrouver tout le contenu de ce bimensuel espagnol sur www.diagonalperiodico.net

5. Tous ces acronymes sont détaillés plus bas.

6. Ou « agriculture permanente », définie et discutée plus bas.

Le présent article tente de cerner ce mouvement, d'en définir les forces, les limites et les perspectives, afin d'en identifier les grands axes qui pourraient intéresser les anarchistes. Le but n'étant ni de faire l'inventaire exhaustif de toutes ces expériences, ni de les canaliser derrière un « petit livre vert », mais d'en dégager la puissance subversive pour montrer qu'elles sont loin d'être incohérentes ou négligeables. La force et la portée de cette nébuleuse « alter-agro » suggèrent qu'on se trouve là à un point clé de tension entre les différentes forces idéologiques qui bâtiront le monde de demain, ce qui en fait sûrement un enjeu majeur des luttes de notre époque.

Au fil des découvertes, des rencontres et de la rédaction de cet article, quatre thèmes récurrents sont apparus : l'échelle, le lien social, l'autonomie et la vision écologique. Ces quatre axes, qui recoupent presque toutes les expériences, structureront donc le texte.



1. La question de l'échelle

Suivant une des théories du libéralisme économique⁷, chaque pays devrait se spécialiser dans ce qu'il sait le mieux faire et laisser le libre marché répartir toutes les marchandises idéalement pour le bonheur de tous. C'est la mondialisation telle que nous la connaissons, le village global, le village à *grande échelle*. Si cette utopie s'installe « durablement », elle aura trois conséquences majeures sur l'agriculture : l'augmentation inexorable du transport mondial de marchandises, la dépendance vis-à-vis des aléas du marché et la généralisation des monocultures.

Premièrement, l'augmentation des transports de marchandises est une aberration écologique, pour des raisons évidentes de consommation d'énergie et de dégradations environnementales⁸ (faire venir une poire d'Afrique du Sud en avion, c'est transporter 99 % d'eau).

Deuxièmement, la dépendance vis-à-vis des aléas du marché est une aberration politique et économique. D'abord, parce qu'elle fragilise les régions en les exposant à des pouvoirs puissants ou à un marché aléatoire et réduit à néant ce que d'aucuns appellent « l'immunité d'une région »⁹. Ensuite, parce que le marché est truqué¹⁰ et que nous retombons dans un néocolonialisme où le Sud reste le potager du Nord (que les bananes, le cacao ou le café soient équitables ou pas).

Enfin, la monoculture créée par la logique des grandes régions spécialistes (par exemple les céréales en Beauce ou le cacao en Côte-d'Ivoire) est une aberration agronomique pour de nombreuses raisons. S'il serait trop long de les détailler ici, citons tout de même les quatre principales : **1.** L'ajout d'intrants chimiques (engrais, insecticides et pesticides) réduit la qualité des produits. **2.** La culture de plantes toutes identiques

décuple le risque de privatisation des semences par des firmes agro-chimiques.

3. Par définition, la monoculture détruit la diversité biologique et agronomique : biologique parce qu'elle tue la plupart des espèces non cultivées (sols, haies, jachères, bords de champs, bois, etc.) et agronomique parce qu'elle n'entretient pas l'incroyable diversité agronomique typique de chaque région¹¹. L'appauvrissement de la biodiversité représente une perte colossale à tous les points de vue (social, médical, génétique, culturel, etc.). Les variétés locales ont mis en effet des dizaines, des centaines, voire des milliers d'années à s'adapter à leur région au cours de l'évolution (naturellement) et par l'usage qu'en faisaient les paysans (artificiellement)¹². **4.** Par ailleurs, la spécialisation d'une région dans la culture d'une seule denrée impose un approvisionnement permanent du marché, contraire aux rythmes biologiques saisonniers. Elle oblige donc les producteurs des milieux tempérés à construire des serres pour l'hiver, des cultures hors-sol ou des lieux de stockage, avec toutes les conséquences néfastes que cela entraîne : chauffage des serres, perte de

7. La « théorie des avantages comparatifs » de David Ricardo (1772-1823), développée dans *Des principes de l'économie politique et de l'impôt* (*On the Principles of Political Economy and Taxation*, Londres 1817).

8. Voir l'article de Martial Lépici dans ce numéro.

9. Bailly E. 2006. « Construire des écorégions », *L'Écologiste* 18 : 38-40.

10. Les États-Unis, par exemple, imposent la compétition économique via le libre marché, mais subventionnent très fortement leur agriculture, ce qui les rend plus forts dans la compétition qu'ils ont eux-mêmes imposée.

11. Au Pérou, il existe plus de 200 espèces et 5000 variétés locales de pommes de terre répertoriées dans les centres agronomiques et cultivées par les paysans.

12. Par exemple, la résistance du sorgho à la sécheresse du Sahel, la résistance des zébus à la mouche tsé-tsé en Afrique équatoriale, etc.

la faune et de la flore sauvage, cultures hors-sol, perte du goût, dégradation des paysages, etc.

Inverser cette logique, revenir à une plus petite échelle, c'est précisément faire intervenir le moins d'intermédiaires possibles (passer directement du producteur au consommateur), favoriser la diversité des cultures, les petites exploitations et les variétés locales. C'est aussi, redonner aux producteurs (paysans) plus de contrôle dans le choix de la production et de la distribution, ce qui leur garantit un meilleur revenu et assure leur viabilité à long terme. Cette force rendue à la paysannerie servirait d'assise à une lente et nécessaire sortie de la politique européenne de subventions (PAC) qui étouffe l'agriculture paysanne, au Nord comme au Sud.

Cependant, le retour à une vie locale n'est pas facile, tant nous sommes devenus dépendants d'un système mondialisé à tous les niveaux. Mais contrairement aux transports, à l'informatique, à l'industrie et à la plupart des domaines de la vie, l'agriculture (la production d'aliments) possède l'avantage d'être facilement accessible en dehors du système. Grâce à cette prise facile sur le réel, elle nous donne ce micropouvoir de nous réapproprier nos vies, parce qu'elle nous permet de vivre immédiatement de nos créations, et donc d'en faire un point de départ pour un changement à la racine (radical).

13. En France et en Belgique, contactez Alliance Paysans Écologistes Consommateurs: 40 rue de Malte, 75011 Paris (www.alliancepec.org).

14. C'est-à-dire des producteurs qui n'utilisent ni engrais, ni pesticides, ni insecticides, ni OGM... et n'ont pas le label AB (trop cher).

15. Esteva & Prakesh. 1998. *Escaping education: living as learning within grassroots cultures*, éd. Peter Lang, p. 17, cité par Rasmussen, D. 2006, « Rebâtir la communauté », *L'Écologiste*. 17: 31-41.

Un exemple: les AMAP

Voici une illustration d'un retour heureux à une petite échelle. Les AMAP¹³ (Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne) ou CSA aux États-Unis (Community Supported Agriculture) sont nés de ce projet d'agriculture de proximité. La logique est simple: diminuer la distance que parcourent les aliments, relocaliser l'économie et sortir du système de l'argent.

Il s'agit d'abord d'aller directement chercher ses légumes chez des petits producteurs (si possible écologiques¹⁴). Pour ce faire, rien de tel que de s'associer en groupements d'achats. Le petit producteur livre ainsi régulièrement sa production au groupe de citoyens, qui se la distribue sous forme de paniers. D'un côté, le citoyen est assuré d'avoir un approvisionnement constant de fruits et légumes de saison, sains et moins chers, et, de l'autre, le producteur est mieux rémunéré et développe une agriculture saine et de qualité. « En diminuant le nombre de kilomètres que nous avalons, en allant chercher notre nourriture toujours plus près de chez nous, nous savons que nous nous donnons le pouvoir de n'être pas opprimés par les gros et les puissants, tout en évitant de devenir nous-mêmes des oppresseurs de campesinos et de petits fermiers disséminés à travers le globe. Et nous nous redonnons la capacité de prendre soin du bien-être des membres de notre communauté locale. »¹⁵

Quant à l'idée de sortir de la logique de l'argent, il ne s'agit pas de diaboliser l'argent, mais de sortir du cercle vicieux du travail aliénant engendré par le besoin croissant de consommation. « Lorsqu'on a moins d'argent, on partage davantage de choses et on emprunte plus de choses: on a besoin de compter sur les voisins. Mais produire plus de sa propre



nourriture et jouer plus de sa propre musique (plutôt que d'acheter des trucs dans les magasins), ce n'est pas seulement une façon d'économiser de l'argent, c'est aussi une meilleure façon de vivre.»¹⁶

À Bruxelles, trois AMAP ont été créées à l'initiative de l'association «Le début des haricots»¹⁷. Les trois groupements d'achats (de quartier) achètent directement leurs fruits et légumes à une ferme écologique située à une centaine de kilomètres de Bruxelles. Toutes les deux semaines, le producteur apporte en vrac l'équivalent d'une cinquantaine de paniers. Chacun vient alors chercher son panier le samedi après-midi et paye celui de la semaine suivante. Parmi les joies que procurent de telles expériences, citons la découverte de légumes locaux de saison aux noms étranges et totalement oubliés par les citadins que nous sommes, l'échange de recettes de cuisine et le temps retrouvé pour les faire.

Après une année d'expérience, trois limites apparaissent. D'abord, l'auto-gestion est longue à mettre en place, car certains s'impliquent plus que d'autres, ce qui n'est pas sans poser des problèmes de convivialité. Mais ça finit par marcher. Ensuite, s'il est nécessaire d'atteindre une masse critique pour pouvoir commencer (une vingtaine de personnes), il convient aussi d'établir une taille maximale pour éviter le risque de retomber dans une logique d'aliénation par le travail, dans laquelle certains pourraient passer trop

de temps à des tâches ingrates. Enfin, si la taille augmente trop, le petit producteur ne peut (ou ne veut) plus suivre.

À Madrid, le succès d'une AMAP créée par l'association BAH¹⁸ issue de la mouvance des «okupas» (squats) a soulevé d'importantes questions. Ici, les consommateurs des paniers peuvent aussi être les cultivateurs. Ce sont principalement des jeunes qui réinvestissent des campagnes désertées par l'exode rural, faisant le lien avec les vieux paysans, qui en retour sont contents de pouvoir les aider. Pour l'organisation, chacun peut aller cultiver les terrains de l'association en périphérie de la ville et bénéficie, quoi qu'il fasse, d'un panier par semaine. La production peut atteindre plusieurs centaines de paniers distribués dans plusieurs points de chute en ville¹⁹. Le mouvement impliquant beaucoup de personnes, il y a naturellement eu des discussions sur la division du travail et un grand débat au sujet des risques d'accidents lors des travaux de champs. Certains voulaient créer une caisse d'assurance autonome, d'autres voulaient adhérer au système national de sécurité sociale. Des problèmes auxquels on ne pense pas forcément au début...

16. Rasmussen, D., *ibid.*

17. <http://www.haricots.org/>

18. BAH: Bajo el Asfalto, la Huerta (Sous le goudron, le potager).

19. Ce témoignage se base sur une rencontre en mai 2006.

Le succès des expériences implique donc une discussion permanente des risques d'un changement d'échelle, qui impose parfois des limites de taille. Plutôt que d'aller inexorablement vers une plus grande échelle, le succès d'une expérience devrait être redirigé vers une multiplication des petites expériences, un bouturage, où chaque expérience dépendrait fortement du terrain et des caractères des participants. La réussite doit encourager une direction, une impulsion, sans imposer un modèle, pour éviter que l'outil aliène son créateur et que la production prenne le dessus sur l'humain.

Les AMAP ont le mérite de mettre le doigt sur le problème de l'échelle, mais il est vrai que le lien social interne peut rester ténu, un consommateur de panier pouvant très bien se contenter d'aller juste prendre sa marchandise, sans rien changer d'autre à sa vie. C'est ainsi que nous nous intéresserons aussi à des expériences qui ont creusé l'enjeu du rapport entre les individus.

2. La question du lien social

Revenir à une petite échelle, c'est remettre l'humain à portée de lui-même et au centre de ses activités. De plus, l'organisation de pratiques collectives implique obligatoirement une coopération, une entraide, indispensable à la création d'un lien social. Certes le lien social ne signifie pas toujours entraide, mais l'entraide signifie toujours un lien social. L'entraide est incontestablement la pierre d'achoppement de tout changement écologique cohérent.

L'entraide intervient à plusieurs niveaux. D'abord à la formation d'un collectif, elle permet de démarrer un

projet en rassemblant les sous et les forces de chacun. Ensuite, elle réduit le risque d'atomisation des individus, renforce les individus face à toutes sortes de pouvoirs et permet d'expérimenter l'auto-organisation (lors des débats et prises de décision). Enfin, à un autre niveau, elle permet d'établir un lien entre les collectifs, indispensable à la création d'un réseau d'échange d'idées, de savoir-faire, d'expériences, de personnes et de marchandises.

Il va de soi que sauver la planète sans sauver l'humain ne sert pas à grand-chose. Aussi, toute tendance écologiste doit porter en elle cette capacité de changer les rapports sociaux, si elle veut éviter le risque d'être inexorablement reprise par la logique capitaliste. En effet, le système capitaliste a déjà fait la démonstration de son époustouflante aptitude à phagocyter les expériences écologiques pour en faire un produit de consommation : il s'en trouve à chaque fois consolidé. Dès lors, le cercle se referme car, ne prenant pas en compte les dégâts environnementaux et la perte de lien social dans ses équations économiques, la très efficace logique de marchandisation mise en route par le Léviathan capitaliste continue de tout piétiner sur son passage. « Le terrorisme de l'argent ne consiste pas simplement dans la peur de ne pas avoir d'argent, mais aussi de n'avoir personne sur qui compter. Pas de filet de sécurité au niveau communautaire-tribal. Personne pour nous aider. Tout ceci est lié au fait de vivre seul, de vivre dans nos têtes, d'être abstraits – de mettre tous nos œufs dans le même panier, en comptant sur un concept abstrait : l'argent. Et alors nous avons peur. »²⁰

Les expériences qui mélangent respect de l'environnement et renforcement du lien social existent à foison à travers le monde. En voici trois.

20. Rasmussen, D., *ibid.*

Un petit grain de SEL

Le principe des SEL (Systèmes d'Échange Local) est simple, il s'agit d'instaurer un système d'échange au sein d'un groupe en créant une monnaie. Cette dernière n'ayant de la valeur qu'à travers l'échange, elle n'est plus capitalisable. Certes, on dépasse là le cadre écologique ou agricole, mais la production d'un potager ou le savoir-faire paysan trouve parfaitement sa place dans cette petite structure collective. Les SEL ont essaimé avec un certain succès, mais leurs limites sont vite apparues. Les expériences ne remettent pas fondamentalement en cause l'économie « ordinaire » (voire retombent facilement dans une logique marchande) et restent marginales car elles « n'ont pas passé le pas de la production et se limitent à un « recyclage » des produits 'extérieurs' et à du 'coup de main' ». ²¹ Néanmoins, les SEL ont permis deux avancées majeures : la création d'un lien social ²² et l'apprentissage de l'autogestion et de la démocratie directe.

Afin d'éviter une marchandisation, les SEL sont devenues SELT (Systèmes d'Échange Local au Temps) ²³. Les échanges de temps (et non plus de monnaie fictive) passent dès lors par une bourse de services (ou banque de temps). Chacun est amené à donner ce qu'il sait ou sait faire (langues, travaux manuels, musique, passions, connaissances diverses, etc.). Ce faisant, on est invité à regarder à l'intérieur de soi-même pour y trouver toute la richesse accumulée. Non seulement on rend visible et on valorise socialement ce qui d'habitude est ignoré ou invisible (les travaux domestiques par exemple), mais on renforce la confiance en soi. On crée de la richesse sociale. Même si les SELT sont en plein essor ²⁴, ils ont aussi leurs limites, car ils ne fonctionnent qu'avec un fort taux de

chômage et restent modestes à cause de l'absence de professionnels dans leurs rangs.

Deux exemples au Québec

À Montréal, l'association « Action Communiterre » vise à lier le développement social à la qualité de l'environnement du quartier où elle est installée. Le but étant d'assurer « la sécurité alimentaire et accroître la solidarité locale » ²⁵. L'organisme possède six jardins collectifs ²⁶ en pleine ville, que plusieurs familles viennent cultiver. Une des participantes explique : « On se rencontre une ou deux fois par semaine pour se partager la tâche et partager les récoltes de chaque jardin. Les journées de travail collectif sont gérées par une animatrice chargée de former les participants à la culture biologique. Les jardiniers et jardinières se partagent les aliments qu'ils font pousser, le reste est réparti parmi les organismes communautaires et services sociaux. »

21. Gilet, B. 2002. « Un exemple d'alternative : les SEL », *Réfractions* 9 : 63-68 (p. 65).

22. Serge Latouche parle « d'individus paumés qui retrouvent du lien social », cité par Gilet, B. *ibid.*

23. Do, J.-L. 2002. « Du SEL au SELT. Du système d'échange local au système d'échange local au temps », *Réfractions* 9 : 69-76.

24. Depuis les années 80 au Royaume-Uni (LETS), depuis 1994 en France, récemment en Espagne ou en Italie, où il existe actuellement plus de 300 « banques de temps ». In Arenal, D. « Bancos de tiempo para compartir », *Diagonal* n° 46, 18 au 31 janvier 2007, p. 8.

25. Les deux exemples sur le Québec sont très largement inspirés de l'article de M. 2006. Jardins collectifs à but social. À *Voix Autre* n° 9 (disponible sur Internet : http://www.avoixautre.be/article.php3?id_article=998).

26. Dans les jardins collectifs, une même parcelle est gérée ensemble (projet social). À ne pas confondre avec les jardins communautaires, jardins redistribués en petites parcelles individuelles louées à l'année, ni avec les jardins solidaires, réseau visant à rassembler ceux qui œuvrent pour un développement des liens sociaux à partir du jardinage.

Ainsi, 20 % des récoltes sont reversées à une banque alimentaire. Un des organisateurs résume le but de l'association : « Nous nous servons des jardins collectifs pour rapprocher les gens, développer des aptitudes et redonner confiance aux personnes sans ressources, verdir la ville et produire des aliments biologiques de qualité pour tous... ». Ceci a le mérite d'être clair.

Toujours à Montréal, sur les toits de l'Université du Québec, l'association « Santropol roulant » a lancé un projet de « jardins sur les toits », bien ancré dans la vie de quartier et inspiré de l'agriculture urbaine pratiquée à Cuba ou au Mexique. Des jeunes bénévoles cultivent des légumes en recyclant des bacs plastiques et en inventant des systèmes d'irrigation originaux. « La production des jardins suspendus sert à préparer près de 23 500 repas chauds dans l'année pour des personnes âgées ou à mobilité réduite habitant en ville. »²⁷ Les repas sont préparés dans une grande cuisine commune, ce qui permet au passage de recréer un lien intergénérationnel. Les repas sont ensuite distribués à vélo, d'où leur nom, « les popotes roulantes ». Pour compléter le tout, le collectif tient un restaurant, un atelier de réparation de vélos, une friperie (vêtements de seconde main) et une chambre de lombricompostage²⁸.

27. M. *ibid.*

28. Compost avec des lombrics, très efficace. On peut se faire un lombricompost d'appartement, dans un petit bac en plastique, totalement inodore.

29. P.M. 1998. *Bolo-Bolo*. Ed. de l'Éclat. 216 p. (1983 pour l'édition originale). Disponible sur Internet en version intégrale (<http://www.lyber-eclat.net/lyber/bolo/bolo.html>).

30. Synonyme de communauté de base, tribu, commune, voisinage, quartier, communauté de rue, communauté de vallée, village, ou encore « nouveaux foyers d'appropriation de la valeur d'usage ».

Le renforcement du collectif et le maintien d'organisations à petite échelle sont des ingrédients importants pour la construction d'une alternative à l'agriculture industrielle et au-delà, pour l'élaboration d'un projet de vie écologique cohérent. Mais pour la viabilité et la solidité de tels projets, il manque un autre ingrédient.

3. Viser l'autonomie

Bolo-Bolo²⁹ est un projet de société mondiale « pragmatopique » réalisable en cinq ans, fondé sur des fédérations régionales de petites communes (les Bolos³⁰) de la taille d'une maison, d'une rue ou d'un quartier. L'échelle de base de la société s'en trouverait dès lors considérablement réduite et les États n'existeraient plus. Chaque Bolo posséderait ses propres particularités (culture, mode de vie, idéologie, gastronomie, artisanat, médecine, etc.). Le Kodu, par exemple, serait la « base agricole de l'autosuffisance alimentaire et de l'indépendance du Bolo ». Son organisation ne pourrait pas être décrite à un niveau général, car elle serait définie par le rapport que chaque Bolo entretiendrait avec la nature et la nourriture. Si le commerce n'y serait pas aboli (car les disparités géographiques et culturelles seraient importantes), chaque Bolo devrait cependant viser l'autonomie en produisant une grande partie de son alimentation.



Pablo Servigne

Les Bolos ont compris que tendre vers l'autonomie alimentaire, c'est augmenter les capacités de survie du groupe, l'immunité d'un groupe. Depuis leur récente création, «le pouvoir des États a été fondé sur le contrôle de l'approvisionnement alimentaire». Les États utilisent les famines comme arme de guerre. Aujourd'hui, c'est surtout la guerre économique du Nord contre l'autosuffisance alimentaire du Sud qui vide les estomacs³¹. Il est donc évident que l'autonomie alimentaire porte en elle une charge subversive à ne pas négliger, d'autant plus que l'autoproduction d'aliments provoque une diminution de la consommation et donc de rentrées pour l'État (TVA, par exemple)³².

L'autonomie alimentaire est sûrement l'une des plus faciles à conquérir. Pour caricaturer, c'est cultiver un jardin et troquer avec ses voisins. Mais pourrait-elle servir à reconquérir une autonomie plus large (médecine, école, transports...)? L'autonomie est-elle un projet politique désirable pour l'individu? Si oui, comment articuler autonomie individuelle et collective? Jusqu'où nous mènent-elles? Traiter en détail toutes ces questions n'est pas l'objet de cet article. Néanmoins, nous pouvons retenir quelques pistes intéressantes.

Cornélius Castoriadis développe un projet politique où l'ensemble des activités (ce qu'il nomme la praxis) tend vers l'autonomie individuelle. C'est «l'autonomie de l'individu comme objectif social qui fonde la démocratie comme auto-institution et participation de tous aux affaires publiques»³³. Pour certains, il s'agit du projet anarchiste, pour d'autres c'est le projet des Lumières³⁴... Si l'objectif est de «libérer la créativité» et de «créer la liberté», le projet ne s'arrête pas à l'individu. La recherche d'autonomie individuelle convoque un ensemble de pratiques,

créant des groupes (matériels ou immatériels), un «agir collectif», des «espaces de mouvement» qui doivent non seulement tenir compte de l'autonomie de tous mais surtout la produire³⁵. Ainsi, l'autonomie individuelle (le projet politique) passe par le collectif. L'inverse n'est pas vrai: un groupe qui cherche son autonomie n'est pas forcément un groupe à autonomie individuelle (les groupes identitaires, par exemple, recherchent une certaine autonomie). Cette articulation individuel/collectif souligne l'importance du groupe dans le projet politique autonome, mais surtout l'importance de l'individu, placé au centre du projet politique. Il est impossible de faire l'économie de l'un ni de l'autre. Nous retrouvons par là une des caractéristiques fondamentales de la pensée anarchiste.

Mais le projet d'autonomie a ses limites. Pour schématiser, l'autonomie individuelle bloque sur le problème de l'autolimitation et l'autonomie collective sur l'autarcie. Détaillons ces deux limites.

Selon Castoriadis, «l'autonomie ne consiste pas à faire n'importe quoi, ni même à laisser faire n'importe qui, mais bien plutôt à se donner (auto) sa propre loi (*nomos*), où se nouent liberté individuelle et collective». Elle implique donc

31. De Ravignan F. 2002. «La faim, comment s'en sortir?», *L'Écologiste* 7 : 26-29.

32. Latouche S. 2005. «Pour une renaissance de la vie locale», *L'Écologiste* 15 : 48-52.

33. Zin, J. 2001. «Cornélius Castoriadis: le projet d'autonomie». Internet (<http://perso.orange.fr/marxiens/philos/castoria.htm>). Ce texte commente le livre de Gérard David, *Cornélius Castoriadis: le projet d'autonomie*, Ed Michalon, 2000.

34. Louart, B. 2003. *Quelques éléments d'une critique de la société industrielle*. Supplément à *Notes et Morceaux Choisis*, bulletin critique des sciences, des technologies et de la société industrielle. Textes disponibles sur Internet (<http://netmc.9online.fr/FormatPDF/QECSI.pdf>) ou c/o Bertrand Louart – 52, rue Damrémont – 75018 Paris.

35. Zin, J., *ibid.*



une autolimitation. Mais comment être sûr que l'entité autonome respectera toujours ses propres règles ? Prenons l'exemple du Bureau de Vérification de la Publicité (BVP). C'est un organisme créé et géré par les industriels pour contrôler l'éthique de leurs propres messages publicitaires. Les industriels ont donc tenté de créer leur autonomie en évitant un contrôle de plus de l'État. Le BVP n'a aucun pouvoir de contrainte, il est juste consultatif. Mais l'objectif du BVP (éthique) étant contraire à l'objectif des entreprises (profit), le contrôle est inefficace et la pub ment. Ce problème abouti a la constatation qu'« aucune société autonome n'est concevable sans une éthique socialement et politiquement partagée »³⁶. C'est là un des problèmes majeurs de l'anarchisme, qui rend son projet si utopique aux yeux de ses contemporains : comment faire pour que tous les individus soient émancipés et possèdent en plus une éthique commune ? Le problème est insoluble, car les individus n'auront jamais tous le même but. Mais nous pouvons déjà tendre vers le projet d'autonomie, c'est-

36. Castoriadis, C. cité par Zin, J.

37. Goldsmith Z. & Kingsnorth P. 2006. « La démocratie passe-t-elle par la communauté ? » *L'Écologiste* 18 : 27-30.

38. Pourquoi pas, d'ailleurs ? Mais c'est un débat que nous n'aborderons pas ici. Voir Bertrand Louart. *ibid.*

39. Zin, J., *ibid.*

40. Latouche S. *ibid.* Voir aussi Bookchin, M. 2003. *Pour un municipalisme libertaire*. ACL. 40 p. ou 1993. *Une société à refaire*. Ecosociété. 300 p.

41. Zin, J., *ibid.*

à-dire en imprégner notre quotidien et en faire un outil de réappropriation collective de nos vies.

Au sujet de l'autonomie collective, si un groupe autonome n'est pas tourné vers l'extérieur, il risque vite de se retrouver en autarcie. L'autarcie, qui par ailleurs peut être recherchée activement par des mouvements dits sectaires (*sectare*, couper), soulève des questions fondamentales. Si un Bolo, par exemple, s'isole et reste hors du contrôle des autres, comment pourrait-on empêcher ce Bolo de devenir agressif ? Doit-on l'en empêcher ? Ce problème est abordé dans le dialogue entre Zac Goldsmith et l'anarchiste Paul Kingsnorth³⁷ à travers la question : doit-on reconnaître un droit à l'autonomie absolue ? Si oui, qu'en est-il de la coopération internationale ou inter-Bolo ? Car pousser la logique d'autonomie, c'est introduire l'idée d' (auto) exclusion d'une communauté, ce qui détruit l'idée d'universalité issue de l'esprit des Lumières³⁸. Peut-être s'agit-il alors « de se situer entre ces deux extrêmes d'une autonomie irresponsable et d'une responsabilité sans autonomie »³⁹. Pour éviter les pièges de l'autarcie, le groupe tentera de se créer un réseau et de se développer en réseau. Le réseau permet de fortifier les expériences par une simple mécanique de solidarité et doit être construit dans l'optique de conserver l'autonomie de chacun. De plus, il est le plus court chemin vers des projets politiques tels que le fédéralisme ou le municipalisme libertaire⁴⁰.

Loin des rêves d'une société idéale, l'autonomie peut difficilement apparaître comme un but en soi. Non pas qu'elle ne soit plus nécessaire, mais « la lutte pour l'autonomie n'est le plus souvent qu'une lutte contre des contraintes devenues illégitimes »⁴¹, c'est-à-dire un moyen de changer le monde.

4. Une vision écologique

Notre agriculture est le reflet de notre rapport à la nature : sanctification du rendement, mortifère car nécrotechnologique⁴², en compétition permanente contre les insectes nuisibles, industriellement eugéniste, asservissante et méprisante. Et si nous faisons « d'abord la révolution dans nos têtes », avant de la faire dans les champs ?

Les Bruxellois du collectif « Semences d'Utopies » ont suivi cet avertissement de Léo Ferré et sont déjà passés à la pratique. Ils cultivent des jardins et une serre mise à disposition par un particulier en périphérie de la ville. En plus d'en faire une expérience collective de réappropriation (du légume et du lien social), ils tentent d'appliquer les principes de la permaculture⁴³, une méthode de culture radicalement différente. C'est une recherche de la maîtrise des interactions entre tous les protagonistes du petit écosystème agricole (plantes, insectes, micro-organismes, etc.), une lente transformation vers un stade d'équilibre où chacun aura un rôle à jouer dans la production. Le but étant de travailler le moins possible, il s'agit de faire travailler les êtres vivants... Bien évidemment, le rapport au temps change. Plusieurs années sont nécessaires avant d'atteindre un bon équilibre ! De plus, le travail se faisant à la main et sans produits chimiques, la production est faible si on la calcule par rapport au temps consacré, mais elle devient énorme par rapport aux ressources énergétiques investies. Pour reprendre l'expression de Jean-Pierre Berlan, l'agriculture devient l'art de faire produire gratuitement ce que l'on veut par la nature⁴⁴. Et les rendements à long terme deviennent incomparablement plus importants qu'en agriculture industrielle.

Le rapport que nous entretenons avec la nature passe ici de la domination à

l'équilibre et de la compétition à la coopération. Même si la pratique est simple et accessible à tous, elle nécessite de la patience, une main-d'œuvre avertie et réfléchie et un accompagnement des nouveaux. La permaculture n'est pas applicable avec la structure actuelle de production industrielle à grande échelle. Voyons plutôt cela comme une qualité, car elle évite ainsi les tentatives de récupération. Elle est de plus totalement applicable aux petites expériences autonomes qui nous intéressent et qui privilégient l'effort coopératif...

Nous approchons ici d'un modèle nouveau, une sorte d'agriculture de paysans écologues liant savoirs traditionnels et connaissances scientifiques (écologiques). Elle tourne ostensiblement le dos à la vision productiviste d'un système en quête d'une infinie rationalisation des facteurs de production. « Face à cette universelle insanité, la seule réponse est de se rassembler entre amis, et de commencer à bâtir une alternative, à partir d'une philosophie de responsabilité individuelle, pour la survie de la communauté », assène Bill Mollison dans l'ouvrage de référence en permaculture.

La vision écologique apparaît comme ce qu'il y a de plus radicalement nouveau dans toutes ces expériences, et même comme indispensable. Bien plus qu'un outil, elle a le pouvoir de changer notre

42. Berlan, J.-P. 2001. *La guerre au vivant*. Agone. 168 p. Les nécrotechnologies désignent les produits phytosanitaires destinés à tuer (insecticides, fongicides, herbicides, gènes Terminator, etc.) et ironiquement créés par les ingénieurs des sciences de la vie.

43. Voir le site <http://fr.ekopedia.org/Permaculture>. Deux livres de référence, *Permaculture*, par Bill Mollison, éditions Équilibres, et *La révolution d'un seul brin de paille*, par Masanobu Fukuoka. éd. de la Maisnie (1983 rééd. 2005).

44. Jean-Pierre Berlan dans le documentaire de Jean Druon, *Alerte à Babylone*, 2005, 95 min.

rapport au monde et de toucher les fondements philosophiques et éthiques des individus qui veulent construire le monde.

Tout en ayant conscience que ces pensées écologistes peuvent parfois ressembler à un insipide programme de parti écolo ou au manifeste d'un groupe d'illuminés tendance mystico-harmonieuse, je persiste à défendre cette vision, conscient que « dans la grande bataille engagée pour que rien ne change, le ver écologiste ronge lentement mais sûrement les monuments ruineux d'une politique agricole ayant oublié les fondements des sciences de la Nature »⁴⁵.

L'agro-écologie ?

Un autre monde ne peut démarrer qu'en envisageant sérieusement un des problèmes les plus importants de la vie, la nourriture. C'est pour cette raison que la question agricole est si importante pour le mouvement anarchiste. Ici, nous avons l'occasion de faire le lien entre l'agriculture (les rapports humain/nature) et la politique (les rapports entre humains). Au croisement des quatre axes décrits dans cet article, on trouve l'agro-écologie. S'affirmant depuis une dizaine d'années comme une possible voie vers un changement cohérent, elle est la tentative de concilier agriculture et écologie en remettant profondément en cause notre rapport à la nature et au travail. Elle regroupe un ensemble de pratiques basées sur les savoirs faire traditionnels des paysans et sur la connaissance des écosystèmes naturels, clairement dirigées vers un changement d'échelle, une autonomie collective et une auto-suffisance alimentaire. On pourrait parler

45. Terrasson F. 2006. « François Terrasson, la nature sans peur », *L'Écologiste* 18: 8. L'un de ses derniers textes publiés.

46. *Diagonal* n° 30, 11 au 24 mai 2006, p. 12

« d'agriculture politisée ». Le langage technocratique a déjà traduit et défini les objectifs en trois points: un appui aux petites productions (agriculture paysanne); le maintien d'une ruralité vive, forte, productive et intégrée socialement; des circuits courts de commercialisation entre producteurs et consommateurs.

L'Espagne, où le mouvement agro-écologiste a pris beaucoup d'ampleur, nous permet d'apprécier sa diversité. Le journal espagnol *Diagonal* a tenté une classification et y dénombre sept types d'organisations⁴⁶:

1. Les organisations paysannes. Organisations de producteurs qui défendent les petites exploitations pour conserver une vie paysanne autonome (en insistant sur l'autoproduction de semences et de variétés traditionnelles locales).
2. Les plateformes rurales réunissant ONG, associations, coopératives, etc. Réseau d'articulation pour passer (et penser) du local au global et propager l'information auprès du grand public. Un lobby en quelque sorte, une face administrative.
3. Les expériences en zones rurales et périurbaines. Initiatives de vie collective rattrapées par la ville. Menacées d'urbanisation et liées à des mouvements sociaux, elles sont dans une logique de résistance.
4. L'activité académique et la recherche. Associations d'étudiants, centres de recherche, etc. tournés vers l'enseignement et la production de savoirs théoriques. Par exemple, les centres de recherche universitaire en agro-écologie de Grenade et de Cordoue.
5. Les squats (« okupas ») ruraux et néoruraux. Collectifs qui partent à la campagne pour construire des projets de vie sur base agraire. Souvent liés à un « centro social », c'est-à-dire avec une activité culturelle riche (débats, publications, ateliers pratiques, etc.).

6. Les mouvements de défense du territoire. Associations de citoyens, poches de résistance créées dans les villes contre les plans d'aménagement du modèle capitaliste ou dans les campagnes contre un modèle territorial d'exclusion.
7. Les relations directes producteur-consommateur. Entre ville et campagne ou entre diverses organisations agricoles, écologistes et de consommateurs. À la fois un retour au local et un pied de nez au capitalisme mondialisé.

Les écovillages⁴⁷ pourraient constituer un bon exemple d'intégration des quatre axes. Construits explicitement pour un nouveau rapport social et un faible impact sur l'environnement, ils intègrent aussi la petite échelle et une certaine autonomie. Leur vision écologique permet de penser l'organisation de la communauté en terme de cycle de vie, c'est-à-dire d'analyser les besoins, la production et les déchets de tous les domaines allant de l'alimentation à l'énergie en passant par les transports. Les écovillages démontrent par la pratique non seulement qu'un autre monde est possible, mais qu'il passe par l'agro-écologie. Au Québec et en Espagne, les expériences d'écovillages bouturent à grande vitesse et rejoignent le réseau mondial (Global Ecovillage Network), fondé en 1995, dont fait partie Sarvodaya (réseau de 15 000 villages au Sri Lanka), Ecovilla Gaia en Argentine, l'écovillage en permaculture de Crystal Waters en Australie ou, malgré leurs côtés mystiques, certains centres d'éducation comme Findhorn en Écosse. Je n'ai jamais été voir de près ces expériences et il est probable qu'elles ne soient pas compatibles avec des modes de vie anarchistes. Elles méritent cependant notre attention et pourraient dans certains cas être une source d'inspiration.

« Oui, mais bon, ... »

Tout doucement, un projet de plus en plus cohérent se dessine, malgré les contradictions et les apparentes faiblesses, que certains ne manqueront pas de nous faire remarquer :

– *C'est pas nouveau, la génération de 68 l'a déjà fait et s'est plantée.*

En 68, « on a parlé des néoruraux, néo-agriculteurs, il y a eu des associations, des entreprises coopératives, des communautés agricoles, des crèches parentales, des banques éthiques, de l'agriculture paysanne, etc. »⁴⁸. Ce qui s'amorce est bien plus qu'un retour à la campagne. Le mouvement actuel s'inspire naturellement de ces anciennes expériences car certains des néoruraux actuels sont d'anciens soixante-huitards. Il y a bien un prolongement du mouvement de 68, ce qui montre qu'il ne s'est pas complètement planté.

– *On ne pourra pas nourrir tout le monde avec ça !*

Avec un petit air d'*An 01*⁴⁹, la question s'annonce : comment va-t-on produire des tomates en masse ? D'abord, définissons ce dont on a besoin (peut-être pas de tomates fraîches en hiver). Ensuite, il faut battre en brèche l'idée reçue que l'agriculture intensive industrielle est la plus efficace. Pire (ou mieux, c'est selon), si elle paraît rentable, elle ne marche pas d'un point de vue agronomique⁵⁰ : elle est moins durable et ne s'adapte pas aux écosystèmes ni aux régions. Les variétés « miracles » ne sont

47. *Diagonal* n° 47, 1 au 14 février 2007.

48. Latouche S., *ibid.*

49. Bande dessinée de Gébé qui a donné lieu au film culte du même nom (Jacques Doillon, 1973).

50. Dufumier, M. 2003. « Quelle recherche agronomique pour nourrir le Sud ? » *L'Écologiste* 10 : 20-23.

pas adaptées en l'absence d'intrants et les rendements n'augmentent que s'il y a maîtrise de l'irrigation (ce qui est loin d'être le cas partout) et s'il y a l'équipement mécanique nécessaire. En revanche, l'agriculture paysanne peut être plus productive que l'agriculture industrielle. Elle est diversifiée et adaptée à son implantation locale et peut produire de 2 à 10 fois plus par unité de surface que les grandes exploitations⁵¹.

– *Les pays du Sud veulent au contraire s'intégrer au marché mondial.*

L'agriculture industrielle subventionnée du Nord produit de grandes quantités à moindre coût et dans de plus brefs délais. Ce dumping détruit les économies locales du Sud, déstructurant les agricultures vivrières, les marchés locaux et donc les possibilités d'auto-subsistance. Ces régions fragilisées sont donc plus sensibles aux famines et sont devenues totalement dépendantes des aléas du marché. Au Sud, ce qu'il faut désormais, c'est protéger les agricultures vivrières et viser l'autonomie⁵². Les agronomes se doivent d'aider les paysans à développer eux-mêmes leur propre agriculture, de forme originale, pour eux et non pour le « marché ».

– *C'est une solution pour les riches!*

Au contraire. Le renforcement du lien social communautaire rend les gens moins pauvres. Les réseaux d'entraide et de solidarité favorisent la débrouille et l'imagination (un capteur solaire collectif fait de matériaux de récupération).

51. Rosset, P. 1999. « Les multiples fonctions et bénéfices de l'agriculture à petite échelle dans le contexte des négociations du commerce global », *Food first Policy Brief* n° 4, www.foodfirst.org. Voir aussi Shiva, V., « La productivité des petites fermes », *L'Écologiste* 7: 55-57, citant les chiffres de la FAO.

52. Dufumier, M., *ibid.*



L'autonomie rend les individus moins dépendants d'un système, elle les débarrasse de l'image de « pauvre » que leur renvoie en permanence cette société.

– *Sans commerce, je vais perdre la diversité dans mon assiette!*

Que nenni! Le retour au local s'accompagne d'une culture de la diversité locale, bien souvent perdue. Diversité géographique donc, mais diversité temporelle également, au gré des saisons. Il est également envisageable de découvrir les cuisines exotiques en voyageant, tranquillement, et en bénéficiant de l'hospitalité des autres Bolos...

– *Mais moi, j'ai pas envie de cultiver mes légumes!*

De ce côté-là, Bolo-Bolo coupe court au débat en suggérant que « chaque ibu⁵³ est un paysan ». Ce qui est fort improbable à court terme. Mais n'oublions pas que nous sommes dans la logique de la tendance: même si tout le monde ne voudra (ou ne pourra) pas cultiver, visons un maximum de participants. Cela modifiera notre rapport à la nature. Et



pour boucler le cercle vertueux, un changement de notre rapport à la nature provoquera de nouvelles vocations... Comme «jardinier philosophe» par exemple.

– *Et pour ceux qui habitent en ville ?*

Certes, les liens actuels entre la société et l'environnement, et entre la ville et la campagne sont désastreux⁵⁴. Mais faut-il pour autant céder à l'alternative incontournable : ville ou campagne ? À Tokyo par exemple, « des jardiniers urbains sont parvenus à une autosuffisance de 100 % en légumes et de 70 % en riz, avec des cochons, des chèvres et des poules en sus. Le lien entre la terre et les ménages collectifs (dans les villes) est en effet la condition d'une production agricole soutenable et d'une autonomie réelle des communautés. Ce qui ne signifie nullement un retour à une société paysanne arriérée ou la dissolution des villes telle qu'a voulu la réaliser Pol Pot »⁵⁵. En ville, on trouve des petits jardins autour des maisons, sur les toits, dans les cours, etc. Plusieurs solutions immédiates sont à envisager pour les citoyens : **1.** Intégrer ou créer une AMAP (contacter un

producteur et former un groupe de consommateurs motivés). **2.** Trouver un petit terrain en périphérie de la ville et y aller à vélo. **3.** Intégrer ou créer à plusieurs des jardins collectifs ou communautaires en ville (présenter un projet à la mairie pour récupérer un terrain abandonné). **4.** Créer un jardin sur les toits. **5.** Intégrer ou créer un collectif présent à la fois à la ville et à la campagne et alterner en fonction des envies ou des saisons.

Bilan

L'agro-écologie apparaît à la fois comme un projet de vie et comme le moyen d'y parvenir. À l'image d'un écosystème ou de la démocratie, l'agro-écologie est un processus long et complexe, en équilibre instable et dynamique, issu d'un enchevêtrement de conflits et de coopérations. Elle tente surtout de rester dans les limites de la convivialité définie par Ivan Illich⁵⁶, c'est-à-dire en dessous

53. Habitant d'un Bolo.

54. *Diagonal* n° 30, 11 au 24 mai 2006, p. 12

55. P.M. *Ibid.*

56. Illich, I. 1973. *La convivialité*.

du seuil (de l'échelle) où l'organisation passe d'un instrument de libération à un instrument d'aliénation. Une réduction de l'échelle d'organisation du groupe permet en plus de retrouver du lien social et de la puissance d'agir, ce qui ouvre les portes au projet politique d'autonomie.

Ce projet, hautement subversif et ancré dans le réel, va à l'encontre de la tendance actuelle à la grande échelle et à l'atomisation de l'individu aliéné (ce qui offre prise à toutes sortes de pouvoirs). Nombreux sont les risques, les limites et les obstacles de ce projet: rapport de force et de nombre défavorable, autarcie, autolimitation, pauvreté des rapports sociaux actuels, etc. Sans compter qu'il ne traite pas le problème religieux et militaire. Mais nombreuses sont ses qualités: apprentissage de la démocratie et de l'autogestion, création d'un tissu social fort, ouverture du champ des possibles, déstructuration du pouvoir central, diversité agronomique, faible impact écologique, etc.

Par ailleurs, la résistance paysanne a offert et continue d'offrir un grand champ d'action pour les anarchistes. D'abord au niveau de la contestation (désobéissance civile, soutien du grand public, etc.) et pour la création d'autres projets de vie conviviaux. Elle porte en elle les expériences des néoruraux de 68 et de la lutte contre les OGM. De plus, elle rend aisé le lien avec les pays du sud (pour une mise en réseau).

À l'heure où nombre d'agriculteurs sont devenus des entrepreneurs doublés de propriétaires virtuels de leur exploitation (parce que tout leur capital

appartient aux banques), les nouveaux agroécologistes jettent les bases d'une nouvelle et nécessaire agriculture. Sous les coups de la mondialisation capitaliste qui a accompagné la disparition de la classe sociale des agriculteurs, nous voyons apparaître une génération (pourrait-on parler de classe sociale?) qui se sert de l'agriculture pour recréer du lien social, considère «l'agri-nourriture» comme un moyen d'existence, fait le lien entre les générations et les savoir-faire et prend en compte l'urbanisation des gens. Nous sommes loin de la vision réactionnaire d'un retour à la terre.

Le projet agroécologique questionne aussi la notion de progrès. Vers où allons-nous et pourquoi? En totale opposition avec le progrès techno-industriel, ce projet politique n'a pas peur de «revenir en arrière au niveau économique et technique, pour progresser au niveau humain»⁵⁷. Serge Mongeau, avec beaucoup de succès, nomme ce processus «la simplicité volontaire»⁵⁸.

Face à un système aliénant, une bonne solution est la fuite⁵⁹, le lâcher prise. On peut certes arrêter tout et réfléchir⁶⁰, mais un problème persiste: manger. Il nous faut donc construire ailleurs une autre organisation solide, auto-organisée, logique et désirable, qui prenne à cœur le problème de la nourriture. La fuite n'est cependant jamais totale, il y a toujours un compromis avec le système ambiant, le marché, les agriculteurs, les syndicats, les tracteurs, les gouvernements. Et l'anarchisme, «cette façon d'être et de vivre au mieux de ses principes dans un présent hostile»⁶¹, ne manquera pas de nous inspirer.

Comme le suggère Bertrand Louart⁶², «la liberté individuelle et l'autonomie collective» seront les moyens d'une réappropriation de nos vies. C'est une brèche ouverte pour les anarchistes

57. Louart, B. *ibid.*

58. Mongeau, S. 2002. «La simplicité volontaire», *Silence* 287.

59. Laborit, H. 1985. *L'éloge de la fuite*. Folio. 186 p.

60. «... et c'est pas triste!», en référence à la BD de Gébé.

désireux de recréer un monde ici et maintenant. Partant de la base, peu à peu, à travers la confrontation avec le réel, un projet de vie se dessine, créant une vie collective, et laissant le champ libre à un projet de société. Vivre ce noyau de résistance multipliera les capacités d'aller plus loin et d'aborder d'autres thèmes qui s'accordent avec l'autonomie collective à petite échelle (médecine, transports, gestion du territoire, école, jeux, médias, édition, art, etc.). Étudions les possibilités qui s'ouvrent à nous et engouffrons-nous dedans avant qu'il ne soit trop tard.

Les mots de Bakounine prennent désormais une couleur toute particulière.

« Organisons-nous, élargissons notre Association, mais en même temps n'oublions pas de la consolider, afin que notre solidarité, qui est toute notre puissance, devienne de jour en jour plus réelle. Devenons de plus en plus solidaires dans l'étude, dans le travail, dans l'action publique, dans la vie. Associons-nous dans des entreprises communes pour nous rendre l'existence un peu plus supportable et moins difficile; formons partout et autant qu'il nous sera possible ces sociétés de consommation, de crédit mutuel et de production, qui, tout incapables qu'elles sont de nous émanciper d'une manière suffisante et sérieuse dans les conditions économiques actuelles, habituent les ouvriers à la pratique des affaires et préparent des germes précieux pour l'organisation de l'avenir. »⁶³

Pablo Servigne

pablo.servigne@no-log.org

Agronome de formation, il prépare une thèse sur le comportement des fourmis et participe au collectif Semences d'Utopies.

L'anarchie par les plantes

Résumé

Depuis quelques années, une mosaïque d'« autres petits mondes » très colorés et très divers ont vu le jour. Souvent agricoles et toujours collectives, ces expériences ont toutes en commun quatre caractéristiques, plus ou moins pondérées suivant les cas : 1. Une tendance à la petite échelle ; 2. La création de liens sociaux forts ; 3. Un penchant pour l'autonomie ; 4. Une vision écologique de la vie et de la société. Même si cette nébuleuse « agroécologiste » s'inspire clairement des expériences communautaires de la génération de Mai 1968, son originalité réside surtout dans son appropriation des villes et la collusion entre savoir-faire traditionnel paysan et connaissances scientifiques. Ainsi, ce mouvement générationnel représente bien plus qu'un simple « retour à la terre ». On y trouve l'amorce d'une réappropriation de nos vies par la racine. C'est une brèche ouverte pour les anarchistes désireux de recréer un monde ici et maintenant.

61. José Maria Carvalho Ferreira in *L'anarchisme en personnes*. ACL 2006. 365 p.

62. Louart, B., *ibid.*

63. Bakounine, « La double grève de Genève », *L'Égalité*, 3 avril 1869, cit. in *Œuvres*, tome V, Paris 1911, p. 47.

